
Les prêts adossés à des ressources naturelles : Cas de la Guinée

**Séminaire Présences Chinoises en Afrique et AL
EHESS Paris**

David Mihalyi, Senior Economic Analyst, NRGi
Hervé Lado, Country Manager pour la Guinée, NRGi

19 Mai 2021
09h00 - 11h00



Plan

- Description de l'étude
- Définition – Prêts adossés aux ressources naturelles (RBL)
- Les risques et opportunités
- Recommandations

Rapport en [Anglais](#), [Français](#).
Résumés en [Chinois](#) et [Espagnol](#).



L'étude

- Auteurs : David Mihalyi, Aisha Adam et Jyhjong Hwang
- Date : Février 2020
- Sources
 - Chinese loans in Africa dataset from China-Africa Research Initiative (JHU-SAIS)
 - China-Latin America Finance Database (Boston U)
 - AidData Underreported Flows (William & Mary)
 - NRGi research focused on resource backed loans issued by commodity traders
 - World Bank data
 - [Sommaire des données ici.](#)
- 14 pays : 11 d'Afrique subsaharienne, 3 d'Amérique Latine
- 52 prêts adossés aux ressources : pétrole, gaz, mines.
- 164 Md USD.

Base de données – SAIS/NRGI

ID	Loan information							Project information			RBL information		Loan terms					
ID	Agmt Year	Loan confirmed	Loan US\$ mn	Type of finance	Borrowing country	Borrower entity	Lending country	Lender entity	Other players	Associated project	Project Sector	Resource	Resource security type	Regular resource payments	Interest rate	Maturity [yrs]	Grace period	Year of maturity
Africa - China RBLs																		
1	2010	Confirmed	2500	Loan	Angola	Sonangot	China	ICBC: Com	Sonangol In Kilamba Kiaxi New Town	Housing	Oil	Resource s:	10,000 bpd in	n/a		8	n/a	2018
2	2004	Confirmed	2000	Credit line	Angola	Gov	China	Ex imbank:	Sonangol as Multisector infrastructure	Multisector	Oil	Resource s:	10,000 bpd	Libor + 1.5%		17	5	2021
3	2007	Confirmed	500	Credit line	Angola	Gov	China	Ex imbank:	Sonangol as Multisector infrastructure	Multisector	Oil	Resource s:	10,000 bpd	Libor + 1.5%		17	5	2024
4	2007	Confirmed	2000	Credit line	Angola	Gov	China	Ex imbank:	Sonangol as Multisector infrastructure	Multisector	Oil	Resource s:	10,000 bpd	Libor + 1.25%		15	5	2022
5	2009	Confirmed	2000	Credit line	Angola	Gov	China	Ex imbank:	Unamed Ch Multisector infrastructure	Multisector	Oil	Resource s:	n/a		n/a	n/a	n/a	
6	2015	Confirmed	15000	Credit line	Angola	Gov	China	CDB: PolIB:	Unamed Ch Multisector infrastructure	Multisector	Oil	Resource s:	n/a		n/a	12	n/a	2027
7	2008	Confirmed	3000	Credit line	DRC	Sicomines:	China	Ex imbank:	CMEC and : Multisector infrastructure	Multisector	Copper & c	Resource s:	Copper: 10.6 m		4.40%	n/a	n/a	n/a
8	2008	Confirmed	3200	Loan	DRC	Sicomines:	China	Ex imbank:	CMEC and : Copper mine development	Mining	Copper & c	Resource s:	Copper: 10.6 m		4.40%	n/a	n/a	n/a
9	2013	Confirmed	1000	Credit line	Niger	Gov	China	Ex imbank:	CNPC, via # Multisector infrastructure	Multisector	Oil	Resource s:	Based on Nige		2%	25	8	2025
10	2006	Confirmed	1600	Credit line	Rep. Congo	Gov	China	Ex imbank:	n/a Multisector infrastructure	Multisector	Oil	Minimum de	n/a		0.25%	20	5	2026
11	2012	Confirmed	1000	Credit line	Rep. Congo	Gov	China	Ex imbank:	n/a Multisector infrastructure	Multisector	Oil	Minimum de	n/a		n/a	20	5	2026
12	2007	Confirmed	306	Loan	Ghana	Gov	China	Ex imbank:	Genertec as Bui Hydropower Project (c Power	Cocoa	Cocoa	Resource s:	Genertec Corp		2%	20	5	2027
13	2007	Confirmed	292	Loan	Ghana	Gov	China	Ex imbank:	Genertec as Bui Hydropower Project (c Power	Cocoa	Cocoa	Resource s:	Genertec Corp	CIRR + 1.075% (6.13%)		17	5	2024
14	2004	Confirmed	110	Loan	Zimbabwe	Zimbabwe E	China	CATIC: Con	n/a Purchase of Rural Electrifi Power	Tobacco	Tobacco	Resource s:	n/a		n/a	n/a	n/a	
15	2011	Confirmed	98	Loan	Zimbabwe	Gov	China	Ex imbank:	Sino-Zimbal Construction of the Nation Education	Diamond	Diamond	Resource s:	n/a		2%	20	7	2031
16	2007	Confirmed	3000	Credit line	Sudan	Gov	China	Ex imbank:	n/a Multisector infrastructure	Multisector	Oil	n/a	n/a		n/a	n/a	n/a	
17	2006	Confirmed	200	Loan	Zimbabwe	Gov	China	Ex imbank:	n/a Purchase of agricultural er Agriculture	Platinum re	Platinum re	n/a	n/a		n/a	n/a	n/a	
18	2011	Confirmed	1500	Credit line	Ghana	Gov	China	CDB: PolIB:	Ghana Natik Multisector infrastructure	Multisector	Oil	Resource s:	n/a		Libor 6M + 2.95%	15	5	2026
19	2011	Confirmed	1500	Credit line	Ghana	Gov	China	CDB: PolIB:	Ghana Natik Multisector infrastructure	Multisector	Oil	Resource s:	n/a		Libor 6M + 2.95%	15	5	2026
Africa - Other RBLs																		
20	2014		1450		Chad			Commercial	Glencore		Oil				7.5% (renegotiated down	8 years to 2 extended		
21	2015		1000		Rep. Congo			Commercial	Trafigura		Oil							
22	2015		850		Rep. Congo			Commercial	Glencore		Oil					5 years to repay		
23	2010		750		Rep. Congo			Commercial	Gunvore		Oil							
24	2007		30		Sao Tome and Principe	Other gov	Nigeria		Spent on administering Joint Developm	Oil				To be repayed in oil, but no oil productio				

Définition

Un RBL est un prêt consenti à un État ou à une entreprise publique par un autre État, une entreprise privée ou une institution financière internationale et pour lequel les ressources naturelles (pétrole, gaz, mines, ...) servent de moyen ou de garantie de remboursement.

Définition : le prêteur

- Un Etat
- Une banque publique : CDB et Eximbank China dans 53% des cas en Afrique, 77% des cas dans le monde
- Un négociant de matières premières : Rosneft, Glencore, Gunvor, Trafigura, CNPC, etc.
- Une institution financière internationale : la BAD dans les années 1980.

Définition : l'emprunteur

- Un Etat, riche en ressources
- Via la société d'Etat, dans la plupart des cas

Définition : le rôle des ressources

- Des titres d'exploitation des ressources sont délivrés aux entreprises de l'Etat prêteur
- Les ressources permettent de rembourser
 - Soit en nature
 - Soit grâce aux revenus tirés de la vente par l'emprunteur
- Les ressources permettent de garantir le remboursement
 - Soit avec les ressources elles-mêmes : le prêteur devient propriétaire des ressources désignées en cas de défaut de paiement de l'emprunteur
 - Soit avec les revenus tirés de ces ressources.

Définition : versement du prêt à l'emprunteur

- En cash : cas des négociants de matières premières
- En nature, dans la plupart des cas
 - Sous forme d'infrastructures, dans 90% des cas.
 - Route Pointe-Noire Brazzaville
 - Barrage de Bui au Ghana
 - Electrification rurale au Zimbabwe
 - Logements en Angola.

Prêts adossés à des ressources naturelles : risques et opportunités

Panorama des prêts



Risque 1. Une gouvernance défailante des ressources naturelles peut compromettre un prêt



Risque 2. Le marché des prêts n'est pas concurrentiel



Opportunité 1. Les prêts adossés à des ressources naturelles sont principalement conçus pour l'investissement en infrastructures

Conditions



Risque 3. Les conditions des prêts sont souvent secrètes



Opportunité 2. Les prêts adossés à des ressources naturelles peuvent offrir un financement moins onéreux



Opportunité 3. Les prêts adossés à des ressources naturelles peuvent être structurés de manière à atténuer la volatilité

L'impact sur les finances publiques



Risque 4. Les prêts adossés à des ressources naturelles importants compromettent la viabilité de la dette



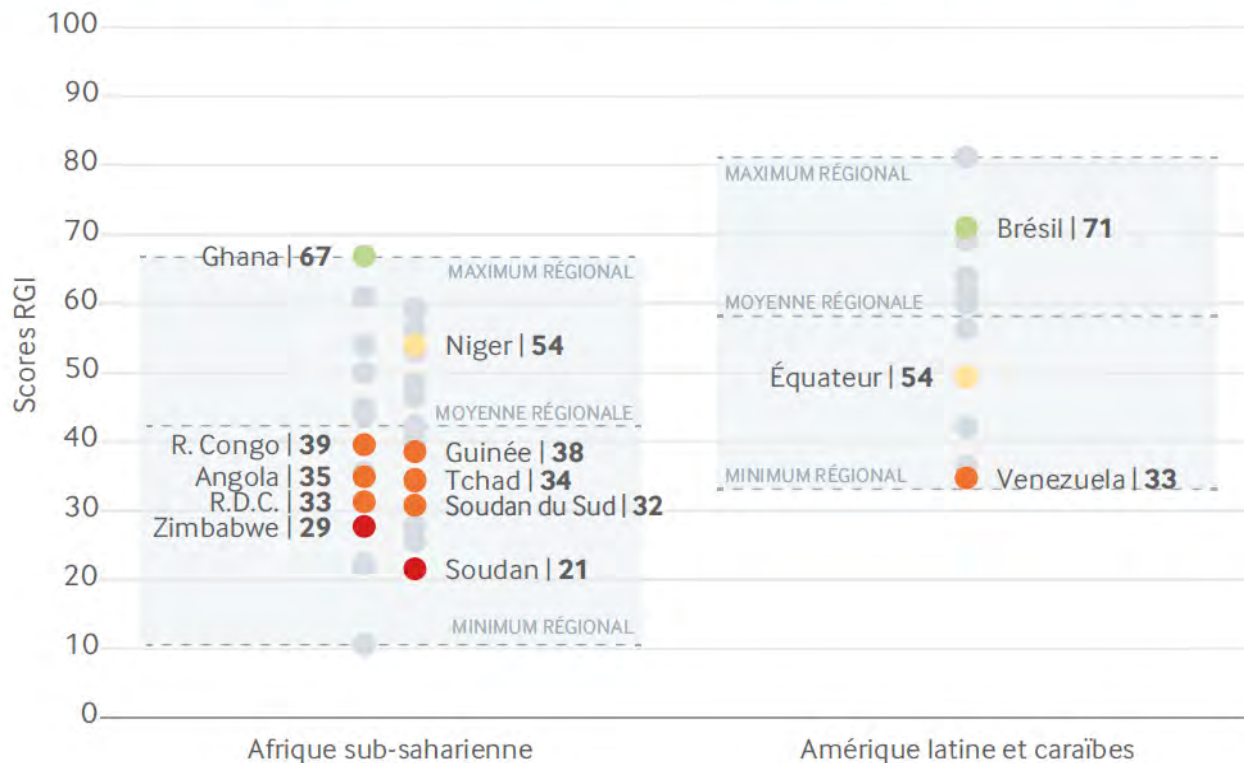
Risque 5. Les prêts adossés à des ressources naturelles peuvent aggraver les difficultés financières



Opportunité 4. Les prêts adossés à des ressources naturelles peuvent être renégociés en cas de difficultés

Risque 1. Une gouvernance défailante des ressources naturelles peut compromettre un prêt

Figure 1. Scores de l'Indice de gouvernance des ressources naturelles des emprunteurs de RBL

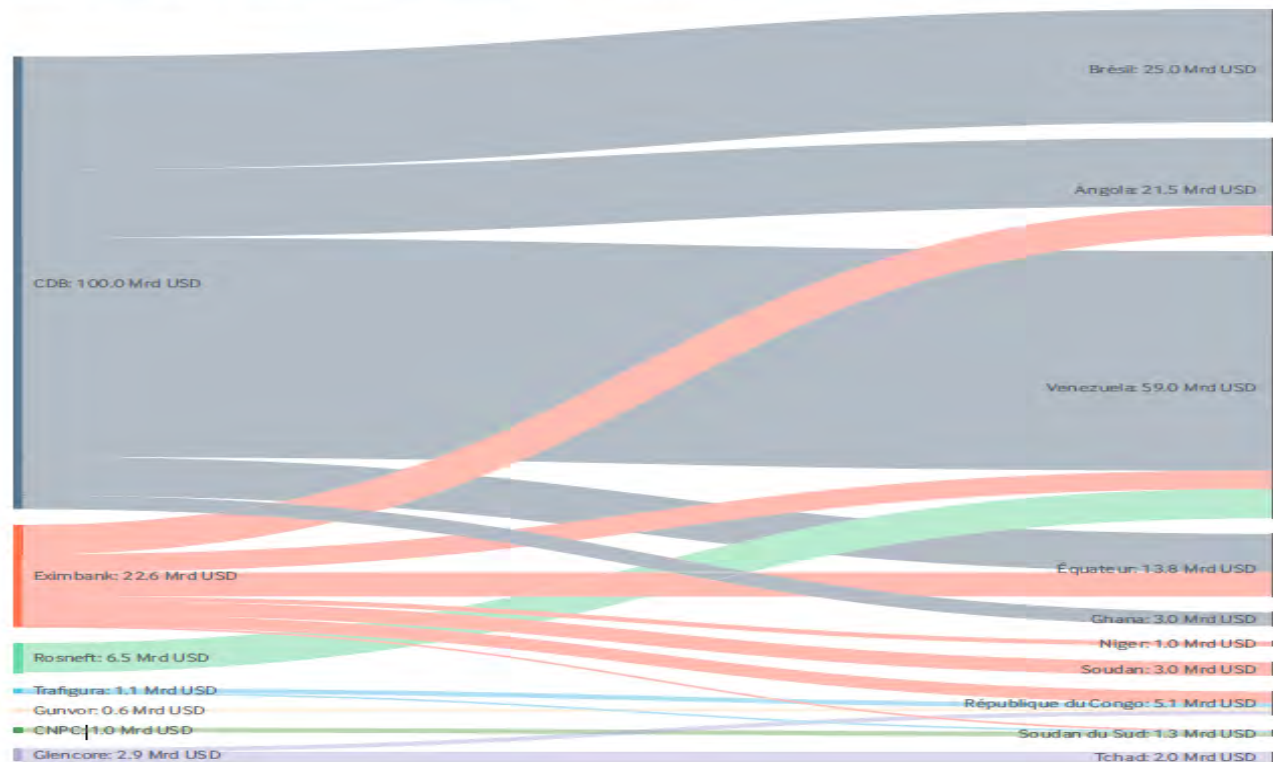


- 2/3 des RBL sont allés aux pays avec un indice de gouvernance des ressources RGI faible ou défailtant

- Dans 40 % des cas, l'emprunteur était une société d'Etat.

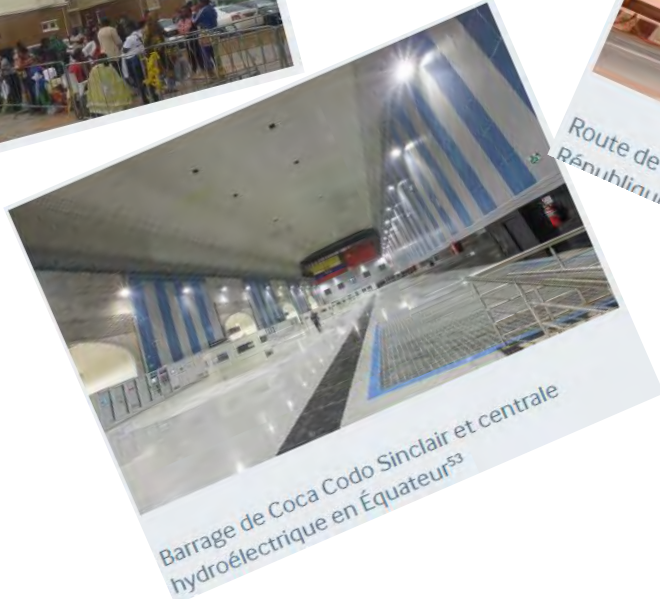
Risque 2. Le marché des prêts n'est pas concurrentiel

Figure 3. Flux RBL entre le prêteur et le gouvernement bénéficiaire (secteur pétrolier uniquement)



En Afrique subsaharienne, juste deux banques publiques chinoises ont fourni 53% de la valeur des RBL de l'échantillon.

Opportunité 1. Les prêts adossés aux ressources sont principalement affectés aux infrastructures (90%)



Risque 3. Les conditions des prêts sont souvent secrètes

- Un seul des 52 cas a fait l'objet de publication de documents contractuels relatifs au prêt : la RDC.
- Les informations principales ne sont pas connues et l'information basique comme le **taux d'intérêt** n'a été retrouvée que dans **19 cas sur 52**.
- D'après les Principes pour la transparence de la dette de l'IIF (Institut de la finance internationale), les **informations principales** sont : **les parties à l'accord, le montant et le type de prêt, le profil de remboursement, les garanties/sûretés associées, la fourchette dans laquelle se situe le taux d'intérêt.**
- **La Norme ITIE 2019** comprend une exigence de **transparence à l'égard des paiements liés aux prêts adossés aux ressources**, et les pays et les entreprises doivent **divulguer tout accord** prévoyant l'échange de pétrole ou de produits miniers contre des biens ou services, entre autres des infrastructures ou même des prêts.
 - Six des 14 pays étudiés sont membres de l'ITIE.

Opportunité 2. Les prêts adossés à des ressources naturelles peuvent offrir un financement moins onéreux

- Prêts adossés aux ressources : en Afrique subsaharienne, les banques publiques chinoises ont offert des taux d'intérêt fixes de 0,25 %, comme le prêt de 2009 consenti au Congo. Mais ils ont pu atteindre 2% au Niger et au Zimbabwe.
 - 3 à 25 ans, moyenne de 13 ans, période de grâce de 5 ans.
 - Les taux d'intérêt flottants sont généralement basés sur le taux interbancaire de Londres (London Inter-Bank Offered Rate, LIBOR), avec une marge variant de 1,0 à 2,95 % :
 - Le prêt de Synohydro au Ghana en 2018 a un intérêt annuel de plus 2,8 % sur le LIBOR, avec en plus le paiement d'une commission de gestion de 0,7 %, d'une commission d'engagement annuelle de 0,5 %, et d'une prime unique de 7 % pour la China Export and Credit Insurance Corporation (Sinosure).
- Prêts classiques : Les euro-obligations (ou Eurobonds) offrent une gamme de taux d'intérêt à l'émission, de 5 % à 11 %.
- Par conséquent, les pays (en particulier en Afrique subsaharienne) peuvent obtenir des taux moins élevés avec les RBL chinois qu'avec les prêts commerciaux classiques.

Opportunité 3. Les prêts adossés aux ressources peuvent être structurés de manière à atténuer la volatilité

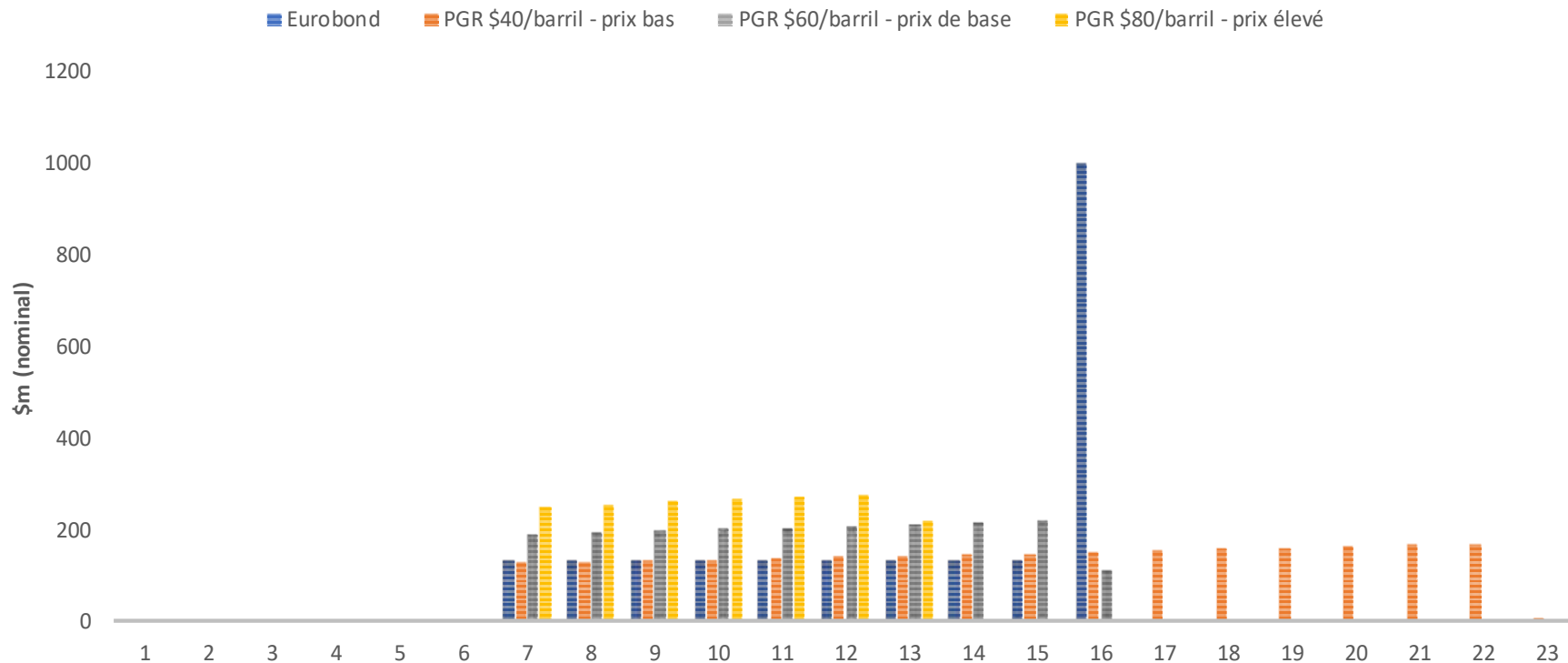
Opportunité 4. Ils peuvent être renégociés en cas de difficultés

- Au Tchad, les prêts initiaux entre Glencore et la SHT ont fixé un remboursement en pourcentage des volumes de pétrole issus de la participation de l'État dans le projet Badoit.
 - Ils ont permis à la SHT d'acquérir la part de Chevron dans le consortium pétrolier Esso pour la somme de 1,36 Md USD. Le gouvernement a ainsi également obtenu un financement budgétaire de 600 M USD.
 - En retour, Glencore avait droit à 100 % des bénéfices pétroliers (« remise de *profit oil* »), et jusqu'à 50 % des redevances versées en nature (« remise de royalties ») passant à 70% à partir de 2016. Glencore a également acheté le pétrole en bénéficiant d'un rabais allant jusqu'à 12,50 USD par baril.
 - Après la chute du prix des matières premières, le gouvernement a dû renoncer à une grande partie de ses recettes du projet afin d'assurer le service de la dette.
- En juin 2018, le Tchad a exigé la renégociation du contrat de telle sorte que les montants de remboursement dépendent du prix du pétrole
 - Lorsque le prix du pétrole augmente, le niveau des intérêts et du capital que le Tchad doit rembourser augmente également, et vice versa. Le FMI révèle que le montant dépensé au titre du remboursement a diminué de 67 % en 2017 à 31 % en 2018, en raison du cycle de bas prix du pétrole.
- Le nombre restreint d'interlocuteurs prêteurs facilite les négociations, ainsi que l'interdépendance entre prêteur et emprunteur.

Modélisation du remboursement en fonction des cours de pétrole

Prêt adossé aux ressources vs Prêt classique Eurobond

PÉRIODE DE REMBOURSEMENT



Risque 4. Les prêts adossés aux ressources importants compromettent la viabilité de la dette

Risque 5. Ils peuvent aggraver les difficultés financières

Tableau 2. Pays ayant une forte exposition connue aux RBL et viabilité de leur dette¹⁰²

Pays	Montant total des RBL de 2004 à 2016 en pourcentage du PIB pour 2016	Encours de la dette totale du pays par rapport au PIB (2016)	Cadre commun d'évaluation de la viabilité de l'endettement des pays à faible revenu du FMI (dernière évaluation en date de nov. 2019)	Cote de crédit des pays ayant accès aux marchés (en date de juillet 2019)
Rép. du Congo	65 %	128 %	Surendetté	Sans objet
Soudan du Sud	42 %	89 %	Surendetté	Sans objet
Angola	25 %	76 %	Sans objet	Hautement spéculatif
Tchad	21 %	52 %	Haut risque de surendettement (après restructuration)	Sans objet
Équateur	14 %	43 %	Sans objet	Hautement spéculatif
Niger	13 %	44 %	Risque modéré de surendettement	Sans objet
Venezuela	12 %	30 %	Sans objet	En défaut sélectif selon deux organismes
R.D.C.	10 %	19 %	Risque modéré de surendettement	Sans objet
São Tomé-et-Príncipe	8 %	92 %	Surendetté	Sans objet
Ghana	8 %	57 %	Haut risque de surendettement	Sans objet
Soudan	3 %	100 %	Surendetté	Sans objet
Zimbabwe	2 %	54 %	Surendetté	Sans objet
Brésil	1 %	78 %	Sans objet	Investissements de piètre qualité et spéculatifs

- Ils n'obéissent pas à la procédure ordonnée de défaut de paiement
 - Chine non membre du Club de Paris
 - Négociants non membres du Club de Londres
 - Donc rééchelonnement difficile
- Ils peuvent occuper un rang supérieur à celui d'autres dettes (séniorité)
- Ils peuvent bénéficier d'une protection juridique sous la forme d'actifs supplémentaires apportés en garantie.

Plaidoyer en Guinée

- ITIE : Février 2019 - La Guinée doit faire la lumière sur l'accord-cadre de 20 Md\$ signé en 2017 avec la Chine.
- Mars 2020 : Plaidoyer de NRGI et Société civile guinéenne auprès FMI, BM, Ministère des Mines, ITIE Guinée, et media.
- 2020: le gouvernement dévoile ses deux RBL de 2018 ([Rapport ITIE](#))
 - 329 MEUR, réhabilitation route Conakry-Mamou-Dabola (+400km)
 - 186 MEUR, réhabilitation routes urbaines Conakry
 - Prêteurs : ICBC+Eximbank, pour 15 ans dont 4 de grâce, taux entre 2.5% et 7.5% + EUROBOR.
 - Trois compagnies minières chinoises : CDM Henan, Chalco et SPIC (ex-CPI) génèrent des revenus (royalties) et d'autres livrent des infrastructures routières.
- Next steps en 2021 :
 - NRGI analysera les risques et opportunités pour la Guinée sur ses RBL et son accord-cadre dans le contexte de la pandémie.



Priorités émergentes de notre travail

- Faire pression pour la transparence des contrats de prêt ([blog](#))
- Analyse des accords [Sicomines](#) (RDC) et [Agyapa](#) ventes de royalties d'or (Ghana)
- Analyse des prêts par les négociants en matières premières
- Travailler avec l'ITIE, l'OCDE, la Banque Mondiale et la Banque Africaine de Développement sur les normes et recommandations sur RBL ([FMI](#), [BAD](#))
- Aider à favoriser une meilleure compréhension et un meilleur dialogue autour de ces accords
- Reconnaître le rôle changeant des RBL dans le contexte actuel de crise de la dette.
- Rechercher un dialogue constructif sur l'amélioration de ces accords.

Recommandations

- **Veiller à la transparence**
 - Les documents et données contractuels relatifs au prêt : parties à l'accord, montant et type de prêt, schéma de remboursement, garanties/sûretés associées, taux d'intérêt
 - Les flux de paiements relatifs au prêt
 - Les coûts et la qualité des infrastructures.
- **Inscrire les prêts au budget national**
- **Investir de manière productive**
- **Tirer parti de la concurrence entre les prêteurs**
- **Établir un cadre contracyclique**
- **Respecter des niveaux d'emprunt prudents**
- **Éviter l'utilisation des droits sur les ressources en tant que garantie**
- **Faire participer des experts à la négociation**
- **Prêter de manière responsable**

Merci de votre attention.

David Mihalyi

Senior Economic Analyst, NRGi

dmihalyi@resourcegovernance.org

Hervé Lado

Country Manager de NRGi pour la Guinée

hlado@resourcegovernance.org